Chers amis,

Nous sommes réunis, aujourd’hui, pour commémorerla **perspicacité,** la **clairvoyance du peuple** français qui refusa, un jour de mai, de se déposséder de sa souveraineté au profit d’une Institution supranationale.

Souvenez-vous !

C’était il y a 13 ans, les Français étaient, alors, appelés à se prononcer par référendum sur le traité établissant une constitution européenne.

A cette époque, la droite comme la gauche - mis à part quelques personnalités - militaient pour l’adoption de ce texte complexe (448 articles et 440 pages d’annexe).

**Le 29 mai 2005**, au soir, le couperet tombe.

Près de 55% des Français refusent ce texte.

Trois jours plus tard les Néerlandais, comme les Français, votent « ***non*** » à près de 62%.

Je dis « commémorer » car, hélas, nous **ne pouvons célébrer** cette date.

A peine élu, N. Sarkozy permet, par la voie du Congrès en février 2008, la ratification du traité de Lisbonne copie conforme du TCE.

C’était une promesse de campagne dira-t-il.

Rappelons que la base électorale de NS à l’issue du premier tour, en 2007, n’était que de 31% (à comparer aux 55%).

C’est une preuve (s’il n’en fallait qu’une) que nos Institutions sont défaillantes.

Les élus ont corrigé l’affront de ces citoyens qui ont eu l’audace de les contredire.

Ils auraient dû aller jusqu’au bout de leur obstination et suivre l’injonction du dramaturge allemand **Bertolt Brecht** :

« ***Puisque que Peuple vote contre le gouvernement, il faut dissoudre le peuple*** ».

Ce traité de Lisbonne, censé accroître l’efficacité des Institutions de l’UE tout en approfondissant leur fonctionnement démocratique, 13 ans après, où nous a-t-il conduit ?

* A plus de solidarité entre les pays membres afin d’éviter le dumping social organisé par les grandes entreprises ?
* A plus de solidarité économique, entre les pays membres, afin de faire front commun face à la pression des grandes banques privées toujours enclines à une plus grande politique d’austérité ?
* A plus de solidarité fiscale, entre les pays membres, afin d’éviter les opportunités d’évasion et d’optimisation fiscales ?
* A plus de solidarité diplomatique, entre les pays membres, afin de sortir l’UE de l’état de dépendance envers les USA ?
* …

Depuis 13 ans, nous assistons à une négation de l’idée que les citoyens européens se faisait de l’Europe – **Paix, solidarité, justice sociale, progrès économique** -.

Cette Europe, telle que les différents traités l’ont construite, n’a pas répondu à ces attentes, bien au contraire, elle a conduit :

* A un appauvrissement considérable de certains pays membres et à l’exode de leur jeunesse, je pense notamment à la Grèce, à l’Espagne
* Au *Brexit*
* A l’installation de la crise Ukrainienne et plus largement à l’installation d’une zone conflictuelle aux frontières Est de l’UE,
* Au renforcement des parties d’extrême droite dans nombre de pays membres (Pologne, Hongrie, Pays Bas, Autriche, …),
* A la crise Catalane et à la crise italienne et à un potentiel *Italexit*
* A l’incapacité de l’UE à gérer de manière solidaire la crise migratoire
* …

L’Europe vit une crise profonde et ce sans que le **triangle décisionnel européen** (Commission Européenne, Conseil des ministres, Parlement) ne s’en émeuve réellement, ou, pour le moins, cherche à modifier fondamentalement ces politiques qui nous ont mené à ce désastre.

Afin de préparer les élections européennes de 2019, l’UE a lancé le **projet de Consultations Citoyennes** dont l’objet est de permettre aux citoyens européens de participer à la refondation (*sic*) de l’Europe.

Plus modestement, l’objectif affiché est de recueillir les attentes desdits citoyens sur un certain nombre de thèmes tels que :

* Prospérité et emploi en Europe
* Développement durable en Europe
* Sécurité en Europe
* Europe dans le monde
* Innovation en Europe
* Unité de l’Europe

Cette sollicitation, par le biais de débats et de consultations en ligne débutée en avril 2018, prendra fin en octobre 2018.

Les contributions seront présentées courant décembre au Conseil Européen.

On peut, toutefois, s’interroger, non sur le sérieux de la démarche, mais sur la bonne foi de la gouvernance européenne quant à la prise en compte de ces contributions dans le projet politique futur de l’UE.

En effet, lors du 1er trimestre 2017, la Cion Européenne a publié un livre blanc sur l’Europe à l’horizon 2015.

Ce livre blanc, censé relancer l’UE et constituer un nouveau ***certificat de naissance***, propose 5 scenarios possibles :

1. **Politique du Statu quo :** on ne change rien et oncontinue comme par le passé. On règle les problèmes quand ils apparaissent et on espère que les structures mises en place et que les politiques menées porteront leurs fruits un jour.
2. **Politique du retour au passé** : on se recentre sur le plus petit dénominateur commun, à savoir marché unique et on déleste l’Europe de ses autres prérogatives, … en favorisant ainsi le retour aux frontières.
3. **Politique de la loi des plus forts** : on laisse de côté les pays incapables de suivre le rythme des réformes, et on continue comme par le passé mais entre soi. *L’Europe à plusieurs vitesses*.
4. **Politique de recentrage :** on se concentre sur les dossiers clés (le commerce, la sécurité, la migration, le contrôle des frontières, la défense et l’innovation) et on abandonne les politiques régionales de santé, les politiques sociales, …*faire moins mais plus efficacement et laisser aux pays membres le soin de gérer leurs propres carences*.
5. **Politique du toujours plus et mieux** : on renforce le pouvoir de l’UE dans tous les domaines et on continue toujours plus haut, plus loin et plus vite.

L’idée est claire. Si aujourd’hui les politiques n’ont pas atteint leurs objectifs c’est parce que la Cion E n’est pas allée jusqu’au bout de sa doctrine.

Vous remarquerez la grossièreté de la manœuvre : présenter des scénarios improbables pour orienter le choix vers le scénario, par avance, choisi : à savoir le **scénario n°5 : renforcer le pouvoir de l’UE dans tous les domaines**.

Toute cette apparence de démarche participative n’a, en fait, pour objet que d’endormir les consciences citoyennes.

Demain, c’est-à-dire en 2019, des élections européennes auront lieu.

Nous pouvons, à juste titre, nous interroger sur la capacité des futurs députés fraichement élus, de quelque bord qu’ils soient, à faire entendre la voix des Français.

Les orientations du triangle décisionnel européen auront déjà été arrêtées et les axes de travail fixés.

Concernant ces élections européennes, chacun d’entre nous agira selon ses propres convictions.

Allez ou non voter.

Voter pour l’une des couleurs de l’arc en ciel politique.

Voter blanc ou nul.

**Quelle que soit votre décision, elle n’aura aucune importance**.

La voix du citoyen va continuer d’être confisquée.

Car, une autre réforme s’annonce, en 2018.

Celle de la réforme des institutions voulue par EM, dont le fil conducteur est de renforcer le pouvoir de l’exécutif et plus particulièrement celui du président, au détriment du pouvoir parlementaire.

Renforcer le pouvoir présidentiel revient, aujourd’hui, compte tenu de la vision d’EM à propos de l’Europe, à s’engager inexorablement vers une politique européenne visant à passer progressivement d’une souveraineté nationale à une souveraineté européenne.

Exactement ce que les Français ont refusé en 2005, par voie référendaire.

C’était une promesse de campagne, dira-t-il vraisemblablement.

Et la boucle sera enfin bouclée.

***Avoir des peuples énucléés de leur souveraineté, le rêve des eurocrates.***

C’est pourquoi, Mesdames et Messieurs la seule alternative que nous ayons, aujourd’hui, est de revoir de fond en comble nos institutions et de militer ardemment pour l’élection d’une Assemblée Constituante.

Je vous remercie de votre attention.

Pascal Geiger

29 mai 2018